

3^e circonscription

élections législatives

4 mars 1973



électrices, électeurs,

Depuis que votre confiance m'a élu député, j'ai le sentiment d'avoir scrupuleusement rempli le mandat que vous m'avez confié. Toute mon activité et celle du groupe parlementaire communiste, nos votes, nos interventions concordent avec nos engagements et sont conformes aux intérêts des travailleurs et du pays. Nous agissons pour les revendications des travailleurs, manuels et intellectuels. Avec mes camarades et mes amis, j'ai constamment agi pour la défense de la population de Rouen, Sotteville, Saint-Etienne, Oissel.

Au plan national, je me suis attaché avec mon parti à mettre fin aux divisions des forces de gauche et j'ai ainsi contribué à l'élaboration du programme commun de gouvernement. Je m'engage à continuer dans cette voie.

Mais l'enjeu des élections n'a jamais été aussi décisif. Pour la première fois, vous avez la possibilité d'assurer la mise en œuvre d'une politique entièrement nouvelle. Vous pouvez améliorer votre pouvoir d'achat, avoir de meilleures conditions de travail, de logement et de vie, plus de sécurité, de liberté. Vous pouvez participer réellement à toutes les décisions, au travail, dans la localité comme dans la nation.

Pour réaliser ce programme il faut que les ressources considérables du pays cessent d'être détournées au profit du grand capital.

C'est possible parce que, pour la première fois, les partis de gauche se sont mis d'accord sur un programme détaillé, concret, qui a pour priorité d'améliorer la vie des familles, à commencer par les plus modestes, d'améliorer la vie des plus défavorisés, à commencer par les personnes âgées.

Le programme commun de gouvernement sera d'autant mieux, d'autant plus rapidement et totalement appliqué, que le Parti Communiste Français sera plus influent. Demain comme hier, dans le pays et au parlement, les communistes continueront d'agir pour le progrès social, pour la démocratie, l'indépendance nationale et la paix. Dans un gouvernement de la gauche unie, ils assumeront, dans cet esprit, leurs responsabilités ministérielles.

Saisissons ensemble l'occasion de faire que la croissance économique profite à tous ceux qui participent à la création des richesses. Saisissons ensemble l'occasion de bâtir une France libre et prospère.

Roland Lehoucq

VOTER COMMUNISTE DÈS

LE PREMIER TOUR

c'est voter pour les meilleurs artisans de l'union
de la gauche

c'est voter pour une application rapide et totale
du programme commun de gouvernement

il est maintenant possible de s'engager sur la voie du progrès social

**les choses
ne peuvent plus
durer
ainsi**

Personne ne peut nier que la hausse du coût de la vie, en moyenne de 6 à 8 % par an, celle des impôts, des loyers, pèsent lourdement sur le budget familial.

Les salaires, eux, sont loin de suivre la même évolution. En Seine-Maritime, un travailleur sur quatre gagne moins de 1.000 francs par mois.

Les personnes âgées sont réduites à la gêne. Dans l'ensemble du pays, le chômage frappe ou menace des milliers de travailleurs, en particulier les jeunes, trop souvent démunis de formation professionnelle.

La crise du logement s'éternise. Les conditions de vie et de travail sont de plus en plus dures, parfois insupportables.

**des changements
profonds
sont maintenant
possibles**

Le programme commun de la gauche se fixe comme objectif essentiel de remédier à cette situation. Il se propose d'améliorer rapidement les conditions de vie des Français. Il prévoit la mise en œuvre de mesures sociales d'une ampleur et d'une portée sans précédent.

Il assurera dans l'immédiat :

- le relèvement général des salaires, le salaire minimum étant fixé à 1.000 francs.
- l'abaissement de l'âge de la retraite.
- l'amélioration du sort des personnes âgées.
- la réduction de la durée du travail.
- l'allègement des impôts pesant sur la population laborieuse.
- l'extension des droits et libertés des travailleurs dans les entreprises.
- le remboursement à 80 %, puis 100 % de tous les frais médicaux.

**les moyens
existent de
réaliser
ces changements**

Une telle politique de progrès social est possible. La France est un pays riche. Nous vivons une époque d'essor sans précédent des sciences et des techniques. Il s'agit d'en faire bénéficier l'ensemble des travailleurs, manuels et intellectuels.

Le programme commun prévoit avec précision les moyens de sa politique et le financement de toutes ses propositions.

Il mettra fin au gâchis des ressources nationales et aux privilèges exorbitants des grosses sociétés. Il combattra réellement l'inflation et la spéculation.

Une nouvelle politique économique, qui s'appuiera sur le secteur public, la nationalisation du secteur bancaire et des principaux trusts, la planification démocratique, permettra une expansion plus rapide et une meilleure répartition des fruits du travail.

**pour l'agglomération
rouennaise
une gestion
moderne
et démocratique**

Les nombreux problèmes que pose aujourd'hui l'organisation de l'agglomération de Rouen trouveront leur véritable solution avec l'application du programme de gouvernement. Cela suppose en premier lieu que la coopération intercommunale soit conçue de façon démocratique et qu'une réforme des finances locales allège les impôts qui frappent lourdement les familles de travailleurs.

Ainsi pourraient être résolus en priorité :

- le problème des transports en commun, lesquels doivent être renouvelés et doivent assurer une liaison réelle et efficace des communes de la banlieue de Rouen ;
- l'implantation d'un hôpital sur la rive gauche, rendue possible après que l'action menée, notamment par Roland Leroy, ait permis la création d'une Unité d'Etudes et de Recherches de médecine au Madrillet ;
- la construction de logements sociaux en nombre suffisant, les équipements collectifs correspondant aux besoins de la population.

RÉÉLISEZ VOTRE DÉPUTÉ ACTIF ET EFFICACE • VOTEZ UTILE,
DÈS LE PREMIER TOUR VOTEZ
ROLAND LEROY

CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS • POUR L'UNION POPULAIRE
ET LA VICTOIRE DU PROGRAMME COMMUN DE GOUVERNEMENT

SUPPLÉANT

JEAN MALVASIO

CONSEILLER GÉNÉRAL DE ROUEN
Membre du Comité Central
du Parti Communiste Français